

Montreuil, le 19 Janvier 2011

Combien de morts faudra t-il sur l'autel des profits de l'industrie pharmaceutique ?

L'affaire du médiateur met une fois de plus en exergue que la politique du médicament en France, comme partout dans le monde, ne se fait qu'avec une réflexion économique et de rentabilité ; **le médicament bien commun de l'humanité, et non marchand, est un droit pour tous.**

La **FNIC CGT** dénonce depuis longtemps cet état de fait. Comment pourrait-il en être autrement ?

Le lobbying qu'exercent les laboratoires pharmaceutiques depuis des dizaines d'années leur a permis de placer sous leur contrôle la totalité de la chaîne du médicament. Les liens entre l'industrie du médicament et les pouvoirs en place ne posent pas que le problème du conflit d'intérêts, ils posent aussi la question de savoir si justement ce n'est pas par intérêt commun ; pour exemples : Roselyne Bachelot et Nora Berra issues de l'industrie pharmaceutique, Xavier Bertrand qui prend comme conseillers en son temps deux conseillers techniques qui étaient aussi consultants des labos Servier, J.F Dehecq, ex-dirigeant de Sanofi Aventis, nommé président de la commission des états généraux de l'industrie par le Président de la République, Christian Lajoux président de Sanofi-Aventis France nommé membre du conseil d'administration de l'INSERM, et combien d'autres... De la même façon, les dysfonctionnements de l'AFSSAPS n'étonnent plus personne, lorsque l'on sait que son financement est assuré en majeure partie (plus de 85%) par les labos grâce aux redevances obligatoires. Comment croire aussi à la fiabilité des autorisations de mise sur le marché lorsque l'on sait d'où vient une grande partie de la rémunération des experts ?

La commission de pharmacovigilance et ses centres régionaux, sous l'égide du ministère de la santé, les directions de ces institutions sont désignées par le gouvernement, la plupart des responsables sont passés auparavant par des cabinets ministériels, là aussi se pose la question de la transparence et de l'impartialité, quelle peut être leur crédibilité lorsque l'on a été mis en poste par des ministres issus ou liés à l'industrie pharmaceutique ?

Les mêmes doutes planent pour le reste des administrations en charge de la chaîne du médicament. Avec de tels éléments comment pourrait-on encore être assez naïf pour croire que la santé publique prévaut sur les choix économiques et politiques qui sont fait aujourd'hui ?

L'industrie pharmaceutique supprime des milliers de postes en R&D, production, visite médicale, mais aussi pharmacovigilance, expertise médicale et information sur les médicaments, dans le seul but d'augmenter à court terme la rentabilité. Comment laisser décider les financiers du sort de la santé des millions d'êtres humains sur la planète ?

Plutôt que de chercher à éradiquer les visiteurs médicaux, comme le propose Xavier Bertrand, en supprimant des milliers d'emplois, le gouvernement doit obliger les labos à remettre en place une visite médicale de qualité, dirigée vers tous les médecins et pour tous les médicaments, quelle que soit leur rentabilité.

La **FNIC CGT** réaffirme une nouvelle fois ce qu'est le médicament, **c'est un bien commun à l'humanité, comme l'eau, l'énergie, l'électricité, le logement.** Les maladies orphelines sont délaissées par l'industrie pharmaceutique, simplement parce qu'ils estiment que *«le retour sur investissement ne sera pas à la hauteur des exigences de l'actionnaire»*, le droit à la santé n'a pas de prix, quel que soit le pays où l'on vit, il fait partie des droits de l'homme.

Le médicament ne peut être considéré comme un produit de grande consommation, à forte marge de profitabilité destinée à augmenter sans cesse les dividendes versés aux actionnaires.

Il faut remettre l'industrie du médicament dans la dimension qui doit être la sienne ; une dimension de santé publique au service de tous. Un pôle de santé publique doit être créé, regroupant tous les acteurs : chercheurs, administrations, gouvernement, syndicats, universités, industriels, CNAM, etc..., avec pour rôle de mettre en place, sous contrôle, une véritable politique de santé publique en toute transparence avec efficacité et **non pas laisser la santé de l'humanité aux mains de la spéculation financière !**